

### Tarif des douanes

mais parce que l'on interprète la loi de façons différentes. C'est pourquoi les hommes d'affaires de Winnipeg sont venus ici pour en parler. Le droit imposé sur leur produit leur faisait perdre des transactions commerciales au profit de l'Ontario qui pouvait importer les mêmes produits des États-Unis par Windsor ou Niagara Falls à un tarif différent. Cela n'a pas de sens, monsieur l'Orateur.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce a établi une commission de la machinerie pour accorder des remises de droits et elle nous a causé des difficultés. Je pourrais parler pendant des heures de la mauvaise application de cette loi. On impose un droit de douane sur un certain produit parce qu'on dit à la Commission qu'il est fabriqué au Canada, mais celle-ci ne vérifie pas par la suite pour voir si le fabricant est encore en affaires. Parfois, il ne tient le coup que quelques mois, mais le droit de douane continue à s'appliquer. Ce genre de situation ridicule se présente souvent.

Je suis scandalisé par la façon dont le gouvernement refuse de collaborer avec les députés et de les renseigner sur ce qui se passe aux négociations du GATT. Au moins un des ministres des Finances de ces dernières années jugeait important d'avoir l'appui de la Chambre pour une question aussi compliquée. Si les députés étaient au courant de la situation, ils pourraient parler du GATT aux hommes d'affaires de leur localité. Nous sommes tous invités à donner des causeries lors des conférences commerciales qui se tiennent un peu partout au Canada, du moins les membres de mon parti le sont. J'ignore si c'est le cas des députés d'en face: parce que personne ne veut entendre ce que les Libéraux ont à dire. Les tarifs n'ont rien à voir avec la politique. Nous devrions pouvoir expliquer aux hommes d'affaires l'attitude que le Canada adopte dans les négociations, mais nous n'avons entendu que du charabia de la part des quatre derniers ministres des Finances.

Quand M. Grey s'est rendu à Genève, on a donné un cocktail en son honneur. Il était considéré comme un homme remarquable, mais je pense qu'il était surtout remarquable sur les pentes de ski. Le gouvernement a négligé de tenir le monde des affaires au courant de notre prise de position au GATT. Chaque fois que je retourne dans ma circonscription, des hommes d'affaires me demandent comment se déroulent les négociations.

Dans ma jeunesse, il y avait dans ma région un fabricant d'aspirateurs. Maintenant, on ne fabrique plus un seul aspirateur au Canada. Cette usine de Hamilton avait 1,500 employés. Vu toutes les maisons qui ont été construites depuis 25 ou 30 ans et les moquettes qui a été posée dans ces maisons, de même que dans les usines et les bureaux, il faut se demander pourquoi on ne fabrique plus d'aspirateurs au Canada. Le dernier fabricant a fermé ses portes le printemps dernier parce que la société mère américaine a présenté une soumission plus basse que lui pour une commande importante passée par une chaîne de magasins au Canada. Voilà ce qui se passe.

Les hommes d'affaires prétendent que dans leurs entretiens avec les fonctionnaires à Ottawa, on leur dit que l'un des secteurs qui souffrira des négociations du GATT sera celui des appareils électriques. Il existe pourtant un déficit commercial de 970 millions de dollars. Qu'est-ce que nous faisons pour rectifier la situation?

Il y a aussi la question du matériel de communication. Malgré toutes les plaintes du NPD à propos de Northern

Telecom, le secteur du matériel de télécommunication a un déficit de un million deux cent mille dollars. Notre balance commerciale est très déficitaire relativement à presque tous nos groupes de produits. Je crois que notre plus petit déficit est celui du secteur de l'équipement ferroviaire et il est d'environ 50 millions de dollars. Tous les autres déficits se chiffrent par centaines de millions ou par milliards. A mes yeux, cela représente un marché. Lorsqu'on parle affaires avec un homme d'affaires, il s'enquiert du marché; dites-lui qu'il y a un marché d'un milliard de dollars et il en aura l'eau à la bouche.

Monsieur l'Orateur, je crains fort pour notre million de chômeurs lorsque je pense que rares sont nos négociateurs qui ont quelque expérience des affaires. Ils sont plus forts en théorie qu'en pratique. Les fonctionnaires du ministère des Finances nous disent que telle ou telle industrie doit disparaître. Ils ne jurent que par les économies d'échelle. C'est leur expression favorite. Au ministère de l'Industrie et du Commerce, on ne parle que de «rationalisation». Tout doit être rationalisé.

● (2032)

En 1972, le ministre de l'Industrie et du Commerce de l'époque parlait d'aborder la question par secteur. En 1973, 1974, 1975, 1976 et 1977 ainsi que l'autre jour c'est encore ce genre de propos que nous avons entendu dans la bouche du ministre. Quatre ministres et six sous-ministres se sont succédé et nous en sommes encore à étudier la formule sectorielle appliquée à notre industrie. Saviez-vous également qu'on négocie aussi à Genève à partir d'une formule sectorielle...

**Une voix:** C'est obscène.

**M. Kempling:** C'est obscène mais non pas dans le sens où le député l'entend. C'est là qu'est le problème. Il y a des gens qui prennent ce genre de décisions à un haut niveau dans la bureaucratie et qui ne savent pas vraiment ce qu'ils font. J'ai déjà siégé dans des conseils d'administration ainsi que parmi des hommes d'affaires au cours des deux ou trois dernières années alors que se préparaient activement les négociations du GATT. Ces négociations ont environ trois ans de retard. Je dirai même trois ans de retard à peu près par rapport à la date à laquelle elles auraient dû se terminer.

J'ai écouté parler ces hommes d'affaires qui ont déclaré ne pas savoir s'ils devraient ou non donner de l'expansion à leurs entreprises. Ils ont déclaré avoir été confrontés par un terrible dilemme après avoir écouté le président du Conseil du Trésor (M. Andras) affirmer l'été dernier à Toronto que si les détenteurs de capitaux ne se décidaient pas à investir dans l'industrie, le gouvernement déciderait peut-être alors de le faire à leur place. Un peu plus tard, quelqu'un m'a raconté avoir entendu le premier ministre déclarer que le problème était que les Canadiens dépensaient trop. Le ministre des Finances est ensuite intervenu pour dire aux gens de dépenser davantage dans son dernier budget. Et pendant tout ce temps-là, les négociations se poursuivent à Genève. Les gens ne savent pas s'ils doivent accroître leur volume d'affaires, le réduire, se lancer en affaires, acheter davantage de machines ou attendre la conclusion des négociations du GATT, si elles se terminent d'ailleurs un jour. Ils ne savent plus quoi faire. Tout cela fait partie du flottement, du battement et du va-et-vient auxquels on assiste actuellement dans notre économie. Je trouve honteux que nous ne puissions obtenir davantage de renseignements précis.